

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 18 décembre 2014

T-PD-BUR(2014)RAP34Abr

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION
DES PERSONNES A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES
A CARACTÈRE PERSONNEL [STE n° 108]
(T-PD-BU)**

34^{ème} réunion du Bureau

Strasbourg, Room / salle G05
16-18 décembre 2014

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction Générale – Droits de l'Homme et État de droit

Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD), a tenu sa 34^{ème} réunion à Strasbourg du 16 au 18 décembre 2014 sous la présidence de M. Jean-Philippe Walter (Suisse). L'ordre du jour, tel qu'adopté par le Bureau du T-PD et la liste des participants font l'objet des annexes I et II.

Le Bureau du T-PD:

1. prend note des informations présentées par **Patrick Penninckx, Chef du service de la société de l'information**, au sujet notamment de la finalisation des travaux du Comité ad hoc sur la protection des données personnelles (CAHDATA,) qui a approuvé le texte de la Convention 108 modernisée lors de sa dernière et troisième réunion (1-3 décembre 2014), ainsi que des récents événements en lien avec les travaux du T-PD. Il prend note des inquiétudes exprimées une fois encore par le Président du T-PD au sujet de l'insuffisance des ressources allouées au T-PD ;
2. prend note du souhait exprimé par le Président du T-PD d'obtenir des explications pour chacune des réserves émises par la Commission européenne au nom de l'Union européenne sur le texte de la Convention 108 modernisée, approuvé par le **CAHDATA** ;
3. procède à la révision du **projet de rapport explicatif** de la version modernisée de la Convention 108, sur la base du texte approuvé par le CAHDATA et charge le Secrétariat de procéder aux modifications nécessaires en vue de le transmettre pour commentaires aux délégations du CAHDATA, avant sa communication au Comité des Ministres ;
4. prend note des informations présentées par l'expert scientifique, Antoinette Rouvroy, sur les réflexions et enjeux majeurs au sujet du **Big Data** et tient un échange de vues avec l'expert ;
5. prend note des informations présentées par le Secrétariat relatives aux mécanismes d'**échange des données** à des fins administratives et fiscales et suggère que cette question soit inscrite au projet d'ordre du jour de la 32^{ème} réunion Plénière ;
6. prend note de la **Déclaration commune des autorités européennes** de protection des données réunies au sein du Groupe de l'article 29, tient un échange de vues et décide de la préparation d'un avis en vue de son adoption lors de la 35^{ème} réunion du Bureau ;
7. examine le Projet d'avis sur la **demande d'adhésion à la Convention 108** et à son Protocole Additionnel de la République de Maurice et charge le Secrétariat de le modifier sur la base des discussions afin qu'il soit transmis au Comité des Ministres dans les délais requis ;
8. prend note des informations présentées par le **Secrétariat du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)** sur les travaux relatifs aux projets de Recommandation sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée en ce qui concerne la **neutralité du réseau**, ainsi que le projet de recommandation sur la **libre circulation transfrontière des informations sur l'internet** et convient de la préparation par le Bureau des commentaires sur ces projets de recommandations, ainsi que de l'envoi d'une lettre adressée à la Présidente du CDMSI afin de souligner la valeur ajoutée de la consultation du T-PD pour tous travaux ayant trait à la protection des données personnelles. Il prend note de la décision du CDMSI prise lors de sa réunion plénière (18-21 novembre 2014) de créer un comité de rédaction sur les mesures de surveillance et exprime la volonté de participer à ces travaux ;

9. prend note des informations présentées par le **Secrétariat du Comité Bioéthique** (DH-Bio) concernant notamment les activités du Comité en matière de tests génétiques à des fins médicales, ainsi que les activités futures envisagées, en particulier, la conférence sur les enjeux posés par les technologies émergentes (4-5 mai 2015) à laquelle le T-PD est appelé à participer ;
10. prend note de l'envoi au Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY) de la lettre conjointe du président du T-PD et de la Présidente du Groupe de l'Article 29 et souligne l'importance de coopération entre les deux comités ;
11. prend note des informations présentées par les **observateurs** ;
12. confirme la tenue de sa 35^{ème} réunion à Paris du 25 au 27 mars 2015.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA REUNION

- T-PD-BU(2014)RAP33Abr Rapport abrégé de la 33^{ème} réunion du Bureau (30 sept.- 2 octobre 2014)
- T-PD(2014)RAP31Abr Rapport abrégé de la 31^{ème} réunion Plénière (2-4 juin 2014)
- T-PD(2014)WP Programme de travail
- T-PD(2014)07 Règlement intérieur

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. COMMUNICATION DU SECRETARIAT

Ouverture : Patrick Penninckx – Chef de Service Société de l'Information

4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108

Expert scientifique : Mme Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS, Université de Namur (FUNDP)

Action requise : Le Bureau examinera Projet de rapport explicatif à la lumière des discussions de la dernière réunion du CAHDATA et du texte de modernisation qui a été approuvé par ce Comité et proposera les modifications nécessaires.

- CAHDATA(2014)RAP03Abr Rapport abrégé de la 3^{ème} réunion du CAHDATA (1-3 décembre 2014)
- CAHDATA(2014)06 Projet de rapport explicatif (23 novembre 2014) (uniquement en anglais)
- T-PD-BU(2013)02Rev5 Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi

5. BIG DATA

Expert scientifique : Mme Antoinette Rouvroy, Professeur à la Faculté au CRIDS, Université de Namur

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et discutera des suites à donner, notamment au sujet du contenu et de la forme du rapport qui sera préparé par un groupe d'experts.

6. ECHANGE AUTOMATIQUE DE DONNEES

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- T-PD-BUR(2014)01 Rapport sur les implications pour la protection des données d'un recours croissant à des mécanismes d'échanges interétatiques et automatiques de données à caractère personnel à des fins administratives et fiscales, ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la corruption.
- T-PD(2014)05 Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales.

7. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Action requise : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- Comité Directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)
 - Recommandation Emploi
 - Projet de Recommandation CM/Rec(2014)___du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection et la promotion du droit à la liberté d'expression et du droit à la vie privée en ce qui concerne la neutralité du réseau
- Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)
 - Lettre du T-PD et du G29 concernant les scénarios sur les accès transfrontière aux données
 - Note d'orientation sur le spam et accès transfrontière aux données adopté lors de la 12^{ème} réunion
 - Accès transfrontalier aux données et compétence : options concernant l'action future du T-CY
- Commissaire aux droits de l'homme : document thématique « Les droits de l'homme ne doivent pas être mis hors ligne »
- Comité Bioéthique (DH-Bio)

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

BELGIUM / BELGIQUE (apologised/excusé)

GEORGIA / GEORGIE

Nino Sarishvili, Head of International Relations and Communications Department, Office of the Personal Data Protection Inspector, 7, Ingorokva Str., 0105, Tbilisi Georgia

ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (first vice-chair), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LUXEMBOURG

Gérard Lommel, Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

SERBIA / SERBIE (apologised/excusée)

Nevena Ružić, (second vice-chair), Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

SPAIN / ESPAGNE (apologised/excusé)

Agustín Puente Escobar, Director, Agencia Española De Protección De Datos, State Attorney -Head of the Legal department, C/Jorge Juan, 6, 28001 Madrid

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, (Président), Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Chancellerie fédérale, Feldeggweg 1, 3003 Berne

MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Hana Štěpánková, Head of the Press Department, Spokeswoman, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

HUNGARY / HONGRIE

Péter Kimpiàn, International Affairs and Public Relations Department, National Authority for the Data Protection and Freedom of Information, H-1125 Budapest

OBSERVERS / OBSERVATEURS

TURKEY / TURQUIE

Mustafa Tayip Çiçek, Counsellor, Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe
23, boulevard de l'Orangerie - 67000 Strasbourg

ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)

Marise Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Paulo Silva, Directorate C: fundamental rights and Union citizenship, Unit C3 Data Protection, 1049 Bruxelles, Belgium

EUROPEAN PARLIAMENT / PARLEMENT EUROPEEN

Michaël Vanfleteren, Administrator, European Parliament, Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs (LIBE), Secretariat, 60, rue Wiertz, B-1047 Brussels, Belgium

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Massimo Marelli, Lawyer/Head of Data Protection Project, Communication & Information Management Department, ICRC Geneva

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Eva Souhrada-Kirchmayer, Council of Europe, 67075 Strasbourg, France

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP), Rempart de la Vierge n°5, 5B-5000 Namur, Belgique

Antoinette Rouvroy, Professeur à la Faculté de Droit, Namur, Belgique

SECRETARIAT

**Directorate General Human Rights and Rule of Law
Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head/Chef de service

Media Division / Division des médias

Elvana Thaçi, Administrator responsible for the MSI-INT Committee of experts / Administratrice et Secrétaire du Comité d'experts MSI-INT

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Maria Michaelidou, Programme Advisor / Conseillère de programme

Szilvia Simond, Assistant / Assistante

Bioethics Unit / Unité de la Bioéthique

Laurence LWOFF, Secretary of the Committee on Bioethics (DH-BIO) / Secrétaire du Comité de bioéthique (DH-BIO)

TRAINEE / STAGIAIRE

Carolin Zachmann

INTERPRETERS / INTERPRETES

Luke TILDEN
Lucie DE BURLET
Jean-Jacques PEDUSSAUD